

13 novembre 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

La COP26 rate l'occasion de mettre en oeuvre une action et une transformation réellement ambitieuses

Après 25 ans de négociations sur le climat, la décision de la 26ème Conférence des Parties, selon la CIDSE et de nombreuses autres organisations de la société civile, reconnaît l'urgence climatique de rester en dessous de 1,5°C, mais n'y répond toujours pas, et avec elle les besoins des **plus vulnérables**. Ce résultat reflète le manque d'accès et de participation équitables de nombreuses organisations de la société civile - en particulier des pays du Sud - dont le rôle d'observateurs est essentiel pour la justice climatique dans leurs régions.

En ne s'attaquant pas correctement à la crise climatique, les nations ont également évité de remettre en cause les déséquilibres de pouvoir historiques ou les anciens schémas de colonisation et, de cette manière, n'ont pas pratiqué de véritable **solidarité**, par exemple en allouant de l'argent dont on a cruellement besoin pour les pertes et les dommages. *« La question des pertes et dommages concerne la lutte contre le changement climatique ici et maintenant. Dans le présent comme dans l'avenir, personne ne semble vouloir assumer pleinement ses responsabilités. Ce qui reste, ce sont les promesses d'un avenir meilleur, l'argent du futur, les technologies du futur, mais à quel point pouvons-nous faire confiance à ces promesses si, ici et maintenant, les gouvernements ne peuvent pas faire preuve de l'ambition requise ? »* A déclaré François Delvaux, Conseiller principal de la CIDSE sur la justice climatique.

Selon Lydia Machaka, responsable de la justice climatique et de l'énergie à la CIDSE *« Le résultat est explicite : des déclarations politiques impressionnantes sans contribution complète et inclusive de la société civile et sans considération pour ceux qui sont déjà gravement touchés par le changement climatique aboutissent à un résultat médiocre. La présidence a, entre autres, rejeté la proposition de l'AOSIS, du G77 et de la Chine de créer une facilité de financement pour les pertes et les dommages, qui recevrait des fonds pour les pertes et les dommages, en plus des fonds destinés à l'atténuation et à l'adaptation, ce qui démontre un manque de solidarité réelle. En effet, nous vivons une époque difficile marquée par des événements extrêmes et une pandémie, mais les décisions prises par les gouvernements lors de la COP26, en particulier par les pays riches, auraient dû montrer la voie et au moins préciser dans quel délai les subventions aux **combustibles fossiles** prendront fin, afin de démontrer **l'urgence**, la gravité et l'espoir d'aborder efficacement ces crises conformément à la responsabilité historique. »*. Si la fameuse rengaine de la COP26 : "bla-bla-bla" du climat ne tire pas la sonnette d'alarme quant à l'érosion rapide de la confiance du public dans l'incapacité des gouvernements à prendre des mesures décisives en faveur du climat dans le monde entier - en raison de promesses prolongées et non tenues - alors une autre crise éminente pourrait en résulter : la méfiance du public. Il est très facile de négliger le rôle essentiel que jouent les valeurs pendant et après les discussions hautement techniques sur la lutte contre le changement climatique. La **confiance** est la base sur laquelle est créée la légitimité des institutions publiques telles que nos gouvernements, et elle est essentielle pour maintenir la cohésion sociale. La confiance du public est l'un des principaux facteurs de réussite d'une grande variété de programmes gouvernementaux et les gouvernements ont un énorme travail à accomplir pour la restaurer à travers leurs futures politiques et actions en matière de climat.

Pour beaucoup, la COP26 a été considérée comme le moment décisif pour prendre des décisions audacieuses afin de nous mettre sur la bonne voie pour rester en dessous de **l'objectif de 1,5°C de température** et éviter les pires changements climatiques au cours de la prochaine décennie. Une action et une transformation réellement ambitieuses sont la seule option dont nous disposons pour rester en vie, en particulier pour les

communautés des pays pauvres et vulnérables. Cependant, les engagements nationaux actuels en matière d'atténuation du changement climatique nous placent sur la voie d'un réchauffement mondial d'environ 2,4°C et chaque année de retard dans la réduction effective des émissions mondiales rendra cette tâche plus difficile et plus coûteuse pour nous tous. « *La COP26 aurait pu être l'occasion pour les pays riches de faire un pas en avant et de prendre les bonnes décisions en faveur de la justice climatique, qui est inextricablement liée au modèle économique colonisateur et extractif qui a alimenté la crise climatique et écrasé les populations. Au lieu de cela, cette COP n'a pas réussi, une fois de plus, à mettre en place une action et une transformation ambitieuses. C'est une occasion manquée de changer de cap et de parvenir à un système économique inclusif qui favorise des écosystèmes sains et florissants et protège les droits de l'homme et la dignité de tous. Les plus vulnérables, comme les peuples autochtones et les femmes, continueront à en souffrir. Nous avons encore un dur combat à mener pour la justice climatique.* » a déclaré Josianne Gauthier, Secrétaire générale de la CIDSE.

Vous trouverez ci-dessous une analyse de la décision finale sur les points clés :

- **Ambition climatique :** Pour la première fois depuis l'accord de Paris, les parties lancent un appel pour accélérer l'**élimination progressive du charbon**, sans calendrier précis. Cependant, cet appel a été affaibli (ou plutôt réduit) à la dernière minute suite à la volonté de l'Inde. Tant que les pays riches et puissants ne feront pas preuve du leadership nécessaire pour prendre des engagements plus fermes, nous risquons d'assister à des réactions telles que celle-ci de la part des économies émergentes qui ne voient aucune raison de faire des sacrifices alors que les nations riches continuent de bénéficier de leurs économies de combustibles fossiles.
- **Le financement du climat :** La réalisation de l'objectif de 100 milliards de dollars, la disponibilité et l'accessibilité des ressources sont essentielles. Les parties n'ont pas atteint l'objectif existant de fournir 100 milliards de dollars de financement climatique par an d'ici 2020 dans le cadre de l'ambition de rester sous 1,5 degré. Cependant, les pays développés parties sont invités à au moins doubler leur financement climatique pour l'adaptation des pays en développement parties d'ici 2025, par rapport aux niveaux de 2019, afin d'atteindre un équilibre entre l'atténuation et l'adaptation. Jusqu'à présent, il n'y a aucune indication d'un objectif de financement pour l'après 2025.
- **Pertes et dommages :** Le texte de couverture exhorte les parties à fournir un soutien renforcé et supplémentaire aux activités de lutte contre les pertes et les dommages liés aux impacts du changement climatique, mais ce qui manque jusqu'à présent, c'est le financement des pertes et des dommages, et un plan de mise en œuvre pour le mobiliser et le canaliser vers les pays. Les parties n'ont pas réussi à s'engager à fournir un financement nouveau, additionnel et basé sur les besoins pour les pertes et dommages subis par les victimes du réchauffement climatique.
- **Article 6 (marchés du carbone) :** Beaucoup trop de communautés et les écosystèmes dont elles dépendent ont été lésés par le mécanisme de développement propre du protocole de Kyoto, sans garanties et sans mécanisme indépendant de réclamation vers lequel se tourner pour obtenir justice. L'inclusion des droits de l'homme dans le texte du dispositif de l'article 6 est une amélioration. Mais le texte ne reconnaît toujours pas le droit des peuples autochtones au consentement préalable, libre et éclairé, et il existe des failles qui pourraient compromettre les engagements en matière de droits de l'homme pris dans le texte. Les gouvernements et les financiers de projets ont l'obligation morale de veiller à ce que les projets d'atténuation et d'adaptation du climat soient centrés sur les droits de l'homme, la participation inclusive et l'intégrité environnementale. S'ils ne le font pas, ils risquent de compromettre l'ambition et l'efficacité de l'Accord de Paris, ce qui pourrait aller à l'encontre de son objectif.

Malgré ce résultat, nous puisons le **courage** de poursuivre ce combat, tant que nos frères et sœurs du monde entier, les communautés indigènes, les défenseurs des droits de l'homme, les personnes vulnérables sur le plan climatique, continuent de se battre. De plus, nous sommes en plein milieu de la crise climatique et nous n'avons pas vraiment le choix. Nous ne pouvons pas abandonner et nous ne pouvons qu'espérer que le vent tournera lorsque suffisamment de personnes seront solidaires et mettront leurs intérêts personnels au service du bien de la planète et de ceux qui y vivent. Nous trouvons également beaucoup d'espoir dans l'**engagement et le leadership des jeunes** en matière de climat. Nous continuerons à demander aux gouvernements nationaux de tenir leurs promesses et nous nous rappellerons les uns aux autres qu'il est de notre responsabilité de prendre soin de la terre et d'inspirer une action collective en faveur du climat, car c'est pour notre **bien commun** et une question de **justice**. Notre attention se porte maintenant sur la COP 27 en Afrique et nous espérons que ce sera une occasion importante d'apporter la véritable transformation qui est profondément nécessaire.

Notes aux rédacteurs et rédactrices :

- Pendant la COP26, la CIDSE a mené plusieurs activités avec son réseau de jeunes partisans, principalement par le biais de l'initiative "Change for the Planet- Care for the People", qui met en relation des personnes se mobilisant pour la justice climatique dans plusieurs pays. L'un des temps forts remonte au 6 novembre, date de la première mondiale du nouveau documentaire de la CIDSE: "[L'avenir appartient au jeunes](#)": récits de jeunes activistes pour le climat, désormais disponible sur [You Tube](#) ((plus de détails sont disponibles dans un [communiqué de presse ici](#)). Inspirés par la connexion avec le responsable politique de la CIDSE à Glasgow, les jeunes supporters ont également édité et lancé un [appel vidéo](#) aux dirigeants mondiaux lors de la COP26.
- Découvrez les activités et les messages clés de la CIDSE autour de la COP26 [ici](#).
- Pour la CIDSE, il s'agit d'éléments clés qui déterminent l'efficacité des résultats de la décision de la COP26 en matière de changement transformateur.
 1. **Engagement à maintenir 1,5°C** : tous les pays doivent de toute urgence accélérer leurs plans, politiques et mesures nationaux actuels afin de réduire substantiellement les émissions d'ici 2030 et de maintenir les températures mondiales en dessous de 1,5°C conformément à ce que la science, l'équité et la justice exigent. En outre, les gouvernements doivent clairement énoncer leurs objectifs et stratégies à long terme en vue de réduire rapidement les émissions et de parvenir à des émissions nulles dès 2040, tout en préservant la biodiversité et l'intégrité environnementale
 2. **Reléguer les combustibles fossiles dans le passé une fois pour toutes** : Les principaux émetteurs mondiaux doivent s'engager collectivement à reléguer les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) dans l'histoire pour permettre la transition mondiale vers des systèmes énergétiques à faible émission de carbone. Cet engagement doit également se refléter dans les financements nationaux et internationaux, y compris dans les institutions financières de développement
 3. **Livrer l'argent promis pour lutter contre la crise climatique** : les pays à haut revenu doivent mobiliser au moins 100 milliards de dollars de financement climatique chaque année au-delà de 2025 pour aider les pays à faible revenu à lutter efficacement contre le changement climatique et à passer à des systèmes d'énergie renouvelable et efficace qui assureront l'accès universel à l'énergie. Ce financement climatique devrait être accordé sous forme de subventions plutôt que de prêts pour éviter d'aggraver la crise de la dette.
 4. **S'attaquer dès maintenant aux impacts climatiques irréversibles et inadaptables** : Des financements nouveaux et supplémentaires pour les pertes et dommages (L&D) doivent être levés de toute urgence pour soutenir les communautés affectées. Les pertes et dommages doivent également être traités comme un point à part entière de l'ordre du jour de la COP, au même titre que l'atténuation et l'adaptation, et comme un indicateur de progrès vers la réalisation de l'Accord de Paris.
 5. **Les marchés et le commerce du carbone ne sont pas un outil efficace pour la réduction des émissions nationales** : sans règles comptables solides, sans prise en compte de la dimension de genre, sans garanties en matière de droits de l'homme, sans intégrité environnementale, sans report de projets issus de systèmes antérieurs, sans consultation inclusive obligatoire des parties prenantes et sans mécanisme de réclamation indépendant, l'article 6 va à l'encontre de l'objectif de l'Accord de Paris.
- La délégation du Saint-Siège a également exprimé sa déception quant à la décision finale de la COP26. "Malheureusement, nous devons reconnaître combien nous sommes encore loin d'atteindre les objectifs fixés pour lutter contre le changement climatique. Cela ne peut plus durer ! Il n'y a pas de temps à perdre. Nos frères et sœurs souffrent déjà de cette crise climatique. Il est temps d'agir, de toute urgence, avec courage et de manière responsable"

Contact presse: Valentina Pavarotti, Pavarotti(at)cidse.org

Traduction : Entraide et Fraternité